

LORRAINE Agriculture

Des résidus de brasseries « trop chers » pour les éleveurs

Un collectif d'éleveurs lorrains et alsaciens s'est constitué dans l'objectif de rallier le plus grand nombre de collègues et pouvoir à nouveau disposer, pour nourrir leurs troupeaux, de drêches qui sont les résidus de malt et orge des brasseries de la région, à un « juste prix ».

Sous le nom « Les éleveurs de l'Est », douze producteurs lorrains et alsaciens viennent de créer un collectif « déterminé » à mobiliser un maximum d'éleveurs dans l'objectif d'aller négocier en direct avec les brasseurs de la région les quantités et tarifs des drêches, ces résidus de malt et orge qui constituent une source de protéines « locales » pour les vaches laitières.

Historiquement, les drêches « ont toujours été utilisées sur la région », rappelle Jean-Philippe Duval, éleveur à Cein-

tre en Meurthe-et-Moselle et membre du collectif.

Deux tiers des drêches vendues hors de la région

Mais, explique ce groupe, aujourd'hui, sous l'effet « d'un phénomène spéculatif », les tarifs sont devenus « prohibitifs ». Et de détailler : « En 1990, sur les 200.000 tonnes de ces co-produits issus des brasseries de Lorraine et d'Alsace, 160.000 étaient utilisées par les éleveurs locaux, au prix de 20 € la tonne. Aujourd'hui, sur les 165.000 tonnes de drêches générées, 60.000 sont utilisées localement ». Le prix à la tonne a atteint les 50 €. Et 2/3 des drêches « quittent la région », regrette le collectif.

L'appel du GIE (Groupe d'intérêt économique) « Les éleveurs de l'Est » a été « entendu », démontre Jean-Philippe Duval : à ce jour « plus de 150 éleveurs locaux y ont déjà répondu pour un en-

gagement de réservation de drêches de près de 36.000 tonnes ».

Aujourd'hui, le temps est aux premières rencontres avec les brasseurs de Lorraine et d'Alsace. Objectif : réussir à négocier en direct quantités et tarifs pour revenir « à un juste prix, d'environ 40 € la tonne ».

Circuit court, bilan carbone

Le collectif fait valoir des arguments multiples : « sécuriser leur approvisionnement » en protéines naturelles et « locales » et ainsi limiter le recours aux produits d'importation pour l'alimentation des animaux à l'heure où l'on parle « circuit court, bilan carbone. Ces co-produits sont aussi une des réponses, face au changement climatique, aux soucis de stocks fourragers que l'on connaît ces dernières années », poursuit Jean-Philippe Duval.

Marie-Hélène VERNIER



Stéphane Lartisan (à gauche), ingénieur conseil pour le Bureau technique pour la promotion laitière (BTPL) et Jean-Philippe Duval, membre du collectif « Les éleveurs de l'Est » et producteur à Ceintrey en Meurthe-et-Moselle. Photo ER